

Les modèles de justice pénale des mineurs

Journée d'étude: Les Premières Applications du Code de la Justice
Pénale des Mineurs

Fabrice Crégut

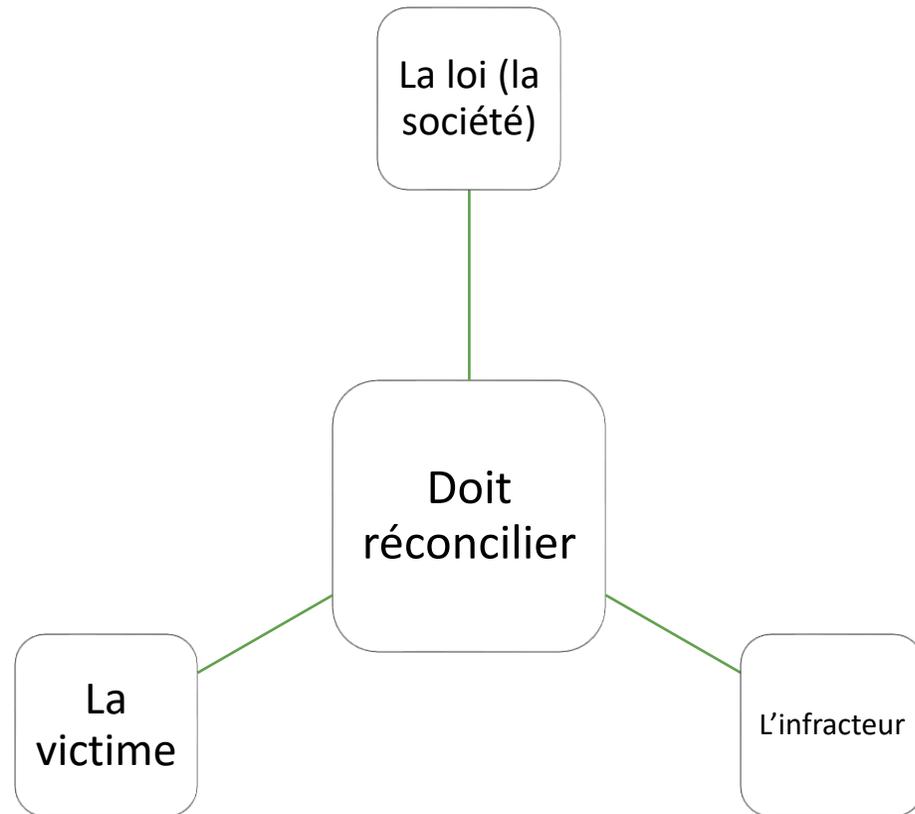
L'axiome de la justice des mineurs

Les enfants en raison de leur manque de maturité et de discernement ont une responsabilité pénale limitée et doivent donc être traités d'une manière adaptée à leur âge et à leur degré de maturité, et leur sanction devrait viser en priorité à les responsabiliser et à assurer leur réinsertion dans la société.

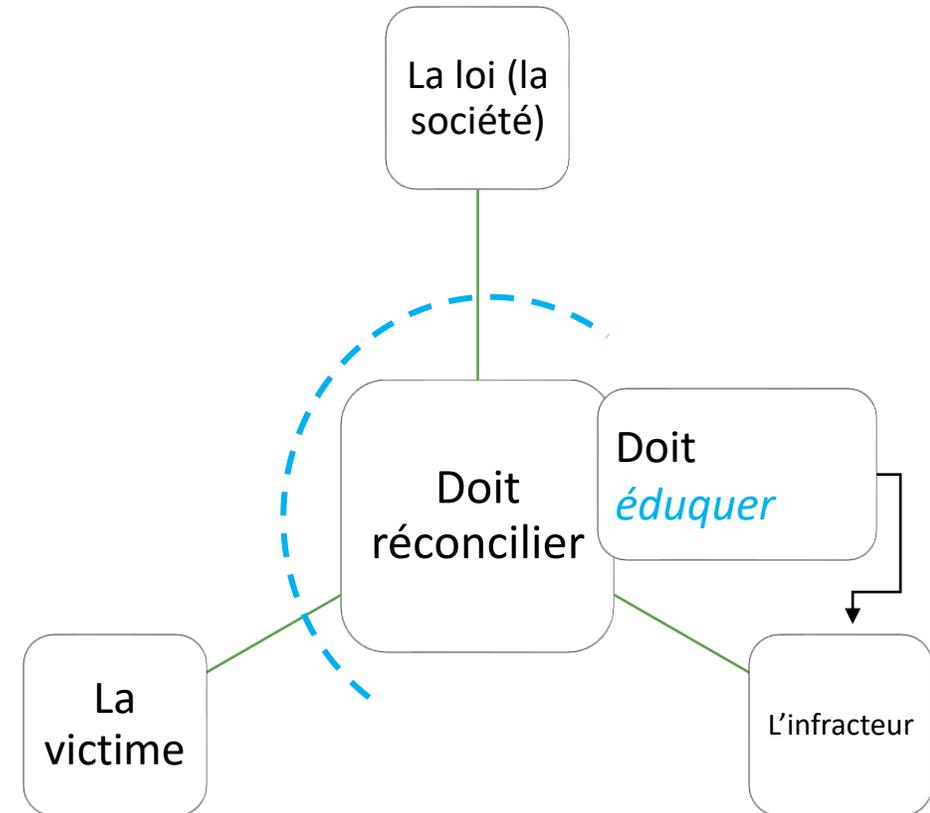


«Un système de justice satisfaisant»

Paul Ricoeur, « Le juste, la justice et son échec », dans *Paul Ricoeur*, Paris, Les cahiers de l'Herne, 2004. In Youf, 2006.



Un système de justice des mineurs satisfaisant



Dans le système de justice pour mineurs, les intérêts de la société et de la victime sont subordonnés au bénéfice de la réadaptation, de l'éducation et de l'autonomisation des jeunes

La classification classique

Modèle protectionniste

- Jeune infracteur
- Besoins, protection, réhabilitation
- Finalité: éducation / réhabilitation
- Intervention appropriée
- Traitement en dehors de la procédure formelle
- Déjudiciarisation
- Garanties pénales secondaires

Modèle justicialiste

- Infraction
- Accent sur le procès équitable
- Les jeunes sont responsables
- Une sanction méritée
- Apprentissage par la sanction
- Réhabilitation secondaire

Smith (2014) Le modèle «Protection + droits»

- Centré sur **l'enfant**, plutôt que sur l'infraction
- Reconnaissance de la valeur prépondérante des **DDE**:
 - Droit à l'information
 - Garanties pénales
- Accent **participation**:
 - Dans le procès pénal
 - Modélisation des programmes
 - Justice réparatrice
 - Accès aux biens sociaux

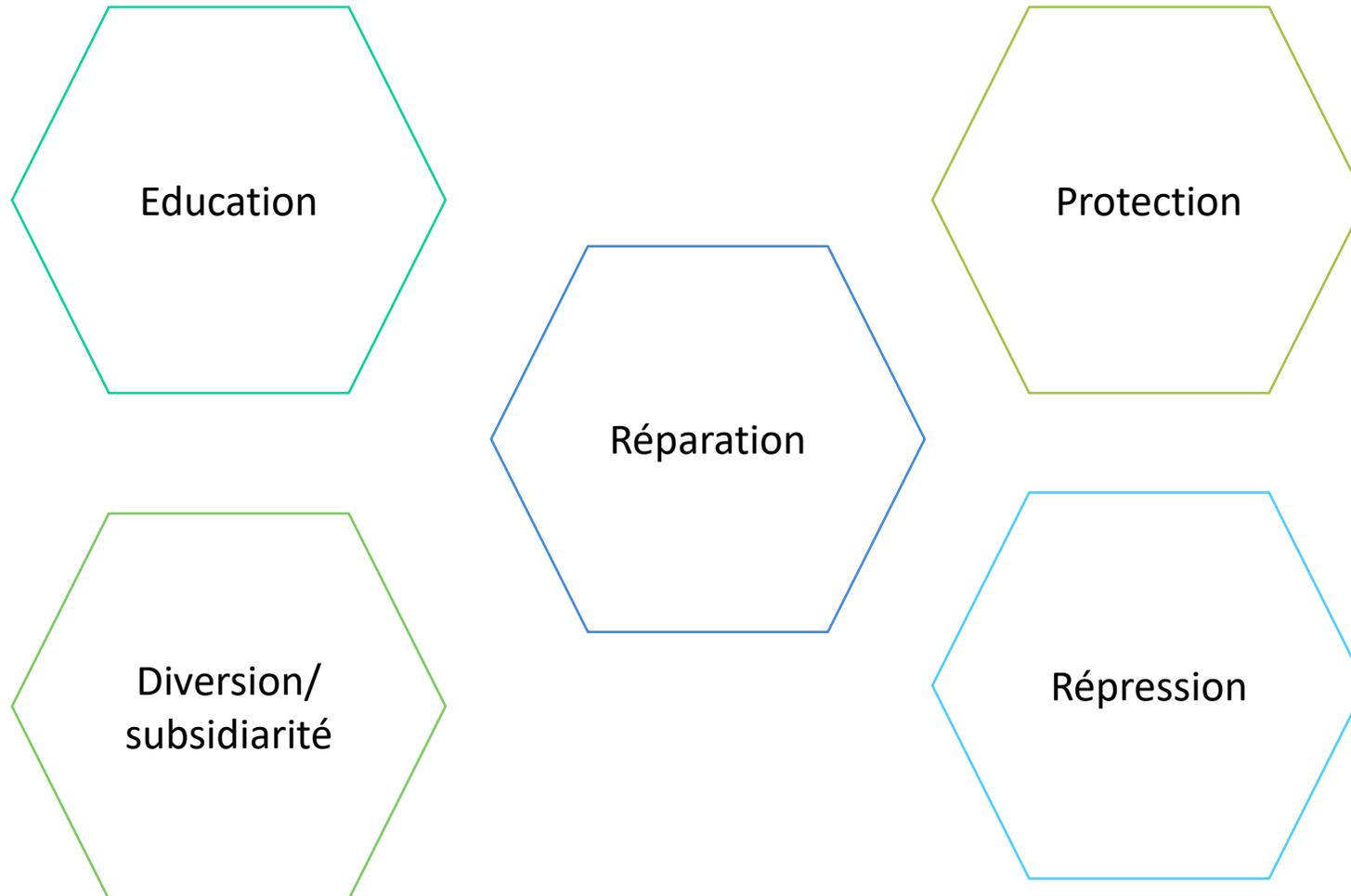
Winterdyk 2002, 2005 (in Hazel, 2008)

Modèle	Caractéristiques	Exemples de pays
Protectionniste	Le diagnostique et le traitement est réalisé par des <u>travailleurs sociaux</u>	Autriche, Inde, Italie, Ecosse
Justicialiste	Procédure légaliste orientée sur la <u>rétribution</u> , la responsabilité et les <u>droits</u>	Russie, Chine
Justicialiste modifié	<u>Hybridation</u> entre rétribution et protection, basé sur une responsabilité atténuée, un traitement et une sanction réalisée conjointement par le droit et le travail social	Canada, Afrique du Sud
Participatif	Basé sur <u>l'éducation</u>	Japon
Corporatiste	Des spécialistes interagences de la justice mettent en œuvre des <u>politiques multi-modales</u>	Angleterre, Hong-Kong
Contrôle de la criminalité	<u>Procédure légaliste</u> , rétribution, responsabilité, incarcération et <u>protection de la société</u>	USA, Hongrie

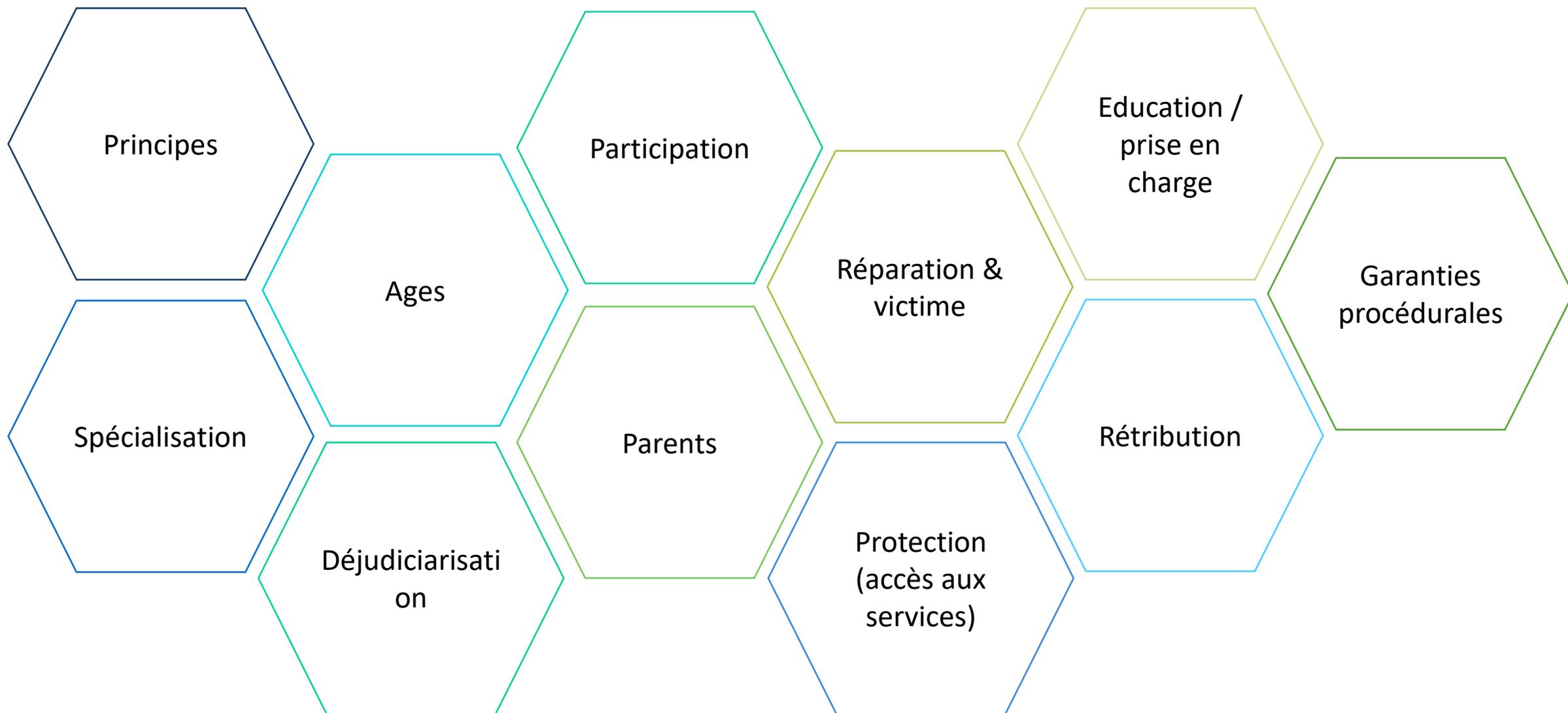
Cavadino and Dignan (2006:201)

Modèle	Caractéristiques	Exemples de pays
Protectionniste	Attention aux <u>besoins</u> de l'enfant dépendant, <u>unification</u> des juridictions de protection et pénales, <u>diagnostic et traitement</u> , procédures informelles, sanctions intermédiaires	Norvège, Suède, France, Allemagne, Japon, USA (avant 1960)
Justicialiste	Responsabilité, attention aux actions de l'agent responsable, <u>peines méritées</u> , juridictions criminelles, formalité procédurale, punition	USA (après 1960)
Intervention minimale	Evitement de l'effet d'appel d'air, <u>déjudiciarisation</u> des <u>procédures</u> criminelles, décarcération, <u>alternatives</u> communautaires	Ecosse
Justice réparatrice	Focus sur la <u>responsabilisation</u> et la réintégration, <u>réparation</u> et médiation des <u>victimes</u> , déjudiciarisation, décarcération	Nouvelle Zélande
Néo-correctionnalisme	Responsabilité des parents et des enfants, intervention et prévention, responsabilité des victimes, réparation, gestion des systèmes, focus sur <u>l'effectivité</u>	Angleterre et Pays de Galles

Queloz (2018) et la classification multipolaire



Quelques éléments d'analyse

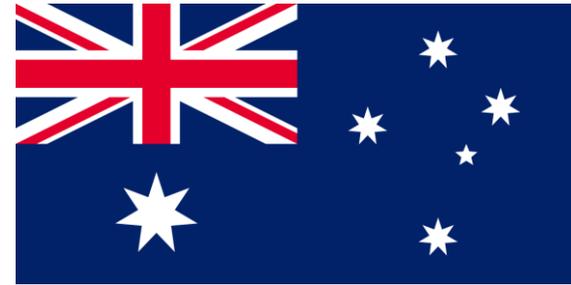


La pédagogie de la sanction pénale

Exemple: la régulation de la vitesse



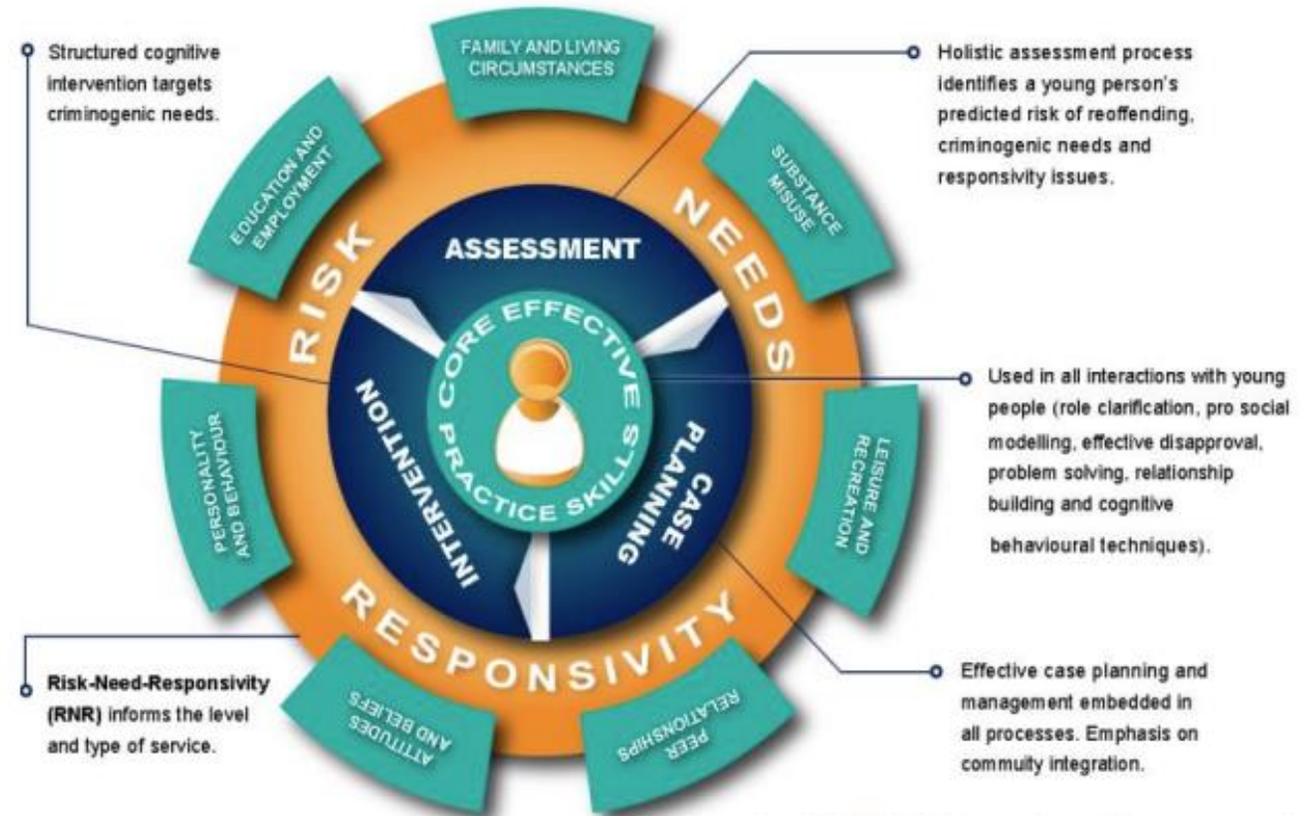
Nouvelle-Galles du Sud



- *S6 Children (Criminal Proceedings) Act 1987 “Guiding principles”*
 - “Les enfants qui commettent des infractions portent la **responsabilité** de leurs actes mais, en raison de leur état de **dépendance** et **d’immaturité**, ont besoin d’être **guidés** et **aidés**”.
 - Les **délits graves** et les **crimes** sont poursuivis par les juridictions adultes.
- *S3A Crimes (Sentencing Procedure) Act 1999 “Sentencing principles”*
 - Applicables **à toutes** les juridictions (AG Application No 3 [2004] NSWCCA 303)
 - Mais les facteurs aggravants et **atténuants** (Section 21A *Crimes (Sentencing Procedure) Act 1999*)
- **Jurisprudence** (Haesler, 2005)
 - Prépondérance de la réhabilitation sur la rétribution, mais si un jeune contrevenant se conduit « **comme un adulte** » (AEM Senior & Other [2002] NSWCCA 58), alors l’accent mis sur la réadaptation dans la détermination de la peine devrait avoir moins de poids.
 - Idée que les jeunes contrevenants qui se comportent comme des adultes méritent une **peine plus sévère** Pham & Ly (1991) 55 A Crim R 128 à 13.
 - Exception étendue à un **16 ans** dans Bus & S, unreported, CCA NSW 3 November 1995.
 - Doctrine du **doli incapax**.

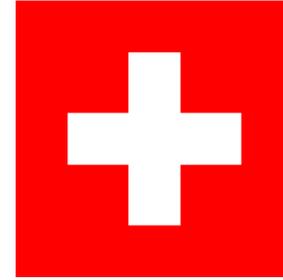
Gamme des sanctions en Nouvelle-Galles du Sud

- Penalties s33 *Children (Criminal Proceedings) Act 1987*
 - Abandon des charges
 - Ordonnance de bonne conduite
 - Libération conditionnelle après réalisation satisfaisante d'un plan de conférence
 - Ajournement de la procédure (Koori courts)
 - Amendes (1500€)
 - Libération conditionnelle
- Young Offender Act 1997
 - Avertissement
 - Réprimande
 - Conférence réparatrice



2. JJNSW Practice Framework

Canton de Vaud, Suisse



- Principes: **éducation** et **protection** du mineurs
- Procédure à magistrat **unique**.
- **Parents** sont parties à la procédure.
- **Confidentialité** totale (exception pour la protection des victimes).
- **Casier judiciaire** effacé à la majorité (exceptions)
- La **présomption d'immaturité** est irréfragable jusqu'à 18 ans.
- DPMin 2003 / PPMIn 2009 : système **dualiste**
 - **Peines** et **mesures**

Systeme dualiste suisse

Les mesures de protection (basées sur le resultat)

- Surveillance
- Supervision
- Traitement ambulatoire (santé mentale, toxicomanie)
- Placement en famille d'accueil ou établissement éducatif

Les peines

- Réprimande
- Prestation personnelle (jusqu'à 3 mois)
- Amende (jusqu'à 2000CHF/1800€)

Groupes d'âge	Peine privative de liberté maximale
10-14 ans	Pas d'emprisonnement, seulement des mesures de protection
14-15 ans	Emprisonnement possible de 1 jour à 1 an
16-18 ans	Emprisonnement de 1 an à 4 ans.



Bibliographie

- Cunneen, C., White, R. et Richards, K. (2015). *Juvenile Justice: Youth and Crime in Australia* (Fifth Edition). South Melbourne: Australia : Oxford University Press.
- Haesler, A. (2005). Sentencing Children at Law. Public Defenders NSW. Récupéré de https://www.publicdefenders.nsw.gov.au:443/Pages/public_defenders_research/Papers%20by%20Public%20Defenders/public_defenders_sentencing_children_at_law.aspx
- Hazel, N. (2008). *Cross-national comparison of youth justice* (Monograph). London, UK : Youth Justice Board. Récupéré de <http://usir.salford.ac.uk/id/eprint/50528/>
- Queloz, N., Geiger, M., Parein, L., Rutschmann, J. et Stettler, A. (2018). *Droit pénal et justice des mineurs en Suisse (DPMin et PPMin)*. Zürich : Schulthess.
- Smith, R. (2014). Towards a « welfare + rights » model in youth justice. *Critical and radical social work.*, 2(3), 287-303. doi :10.1332/204986014X14096555906097
- Youf, D. (2006). Éduquer et punir. *Esprit*, (10), 156-177.